



NOTE DE VEILLE DES SECTEURS ENERGETIQUE ET MINIER (Informations du 13 avril 2010)



PETROLE

L'AIE relève sa prévision de hausse de la demande de brut

(src: Reuters)

La demande pétrolière mondiale devrait augmenter de 1,67 million de barils par jour (bpj) en 2010, soit de 100.000 bpj de plus que prévu jusqu'à présent, annonce l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

L'organisation explique dans son dernier rapport mensuel sur le marché pétrolier que la demande mondiale d'or noir devrait atteindre 86,60 millions de bpj cette année, contre 84,93 millions en 2009.

La croissance de la demande, ajoute-t-elle, devrait être en majeure partie satisfaite par des producteurs extérieurs à l'Organisation des pays exportateurs: l'AIE a relevé sa prévision de la production non-Opep de 220.000 bpj pour la porter à environ 52,0 millions de bpj, pour prendre en compte la croissance des pompages de pays de l'OCDE.

A l'inverse, la demande pour le brut et les stocks de l'Opep devrait diminuer de 200.000 bpj sur l'année, à 29,1 millions de bpj.

L'AIE précise que la production totale de l'Opep a baissé en mars, un recul imputable pour l'essentiel à l'Irak, qui n'est pas soumis aux quotas du cartel.

Les 11 pays de l'organisation soumis à des quotas, eux, ont augmenté légèrement leur production, de 30.000 bpj, poursuit-elle.

Elle estime que les réductions de production décidées par l'Opep étaient respectées à hauteur d'environ 55% en mars, contre une estimation de 56% fin février.

Hydrocarbures: la Chine annonce la découverte d'importantes réserves en 2009

(src : RIA Novosti)

La Chine a découvert en 2009 des réserves pétrolières prouvées d'un volume de 1,12 milliard de tonnes et gazières de 723,4 milliards de mètres cube, a annoncé le journal américain Upstream citant le ministère chinois des Ressources naturelles et foncières.

Les médias chinois ont annoncé en février que Pékin avait l'intention de créer une réserve stratégique de 22,4 milliards de mètres cube de gaz naturel avant 2015 afin de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations.

La Chine a lancé la création de sa réserve stratégique de pétrole en 2005. Le processus a été achevé au début de 2009. Pékin compte tripler le volume d'or noir accumulé dans ses réservoirs.

A l'heure actuelle, le pays dispose de 100 millions de barils de pétrole (volume comparable à celui des Etats-Unis) stockés dans quatre réservoirs dans l'est et le nord-ouest du pays, une quantité nécessaire pour satisfaire les besoins de l'économie chinoise pendant un mois.

SABLES BITUMINEUX

Sinopec rachète la part de ConocoPhillips dans Syncrude

(src : Reuters)

Le groupe pétrolier américain ConocoPhillips a annoncé lundi la vente au chinois Sinopec de sa participation dans le projet canadien de sables bitumineux Syncrude pour un montant de 4,65 milliards de dollars (3,42 milliards d'euros). C'est l'un des plus importants investissements jamais réalisés par la Chine en Amérique du Nord.

Sinopec, deuxième producteur et premier raffineur de pétrole en Chine, confirme ainsi l'intérêt des groupes chinois pour les gisements prometteurs de sables bitumineux de la province canadienne d'Alberta, qui concentrent les plus importantes réserves mondiales de brut derrière celles du Moyen-Orient.

Conoco détient 9,03% de Syncrude, le plus important projet d'exploitation de sables bitumineux au monde, situé dans le nord de l'Alberta.

La capacité actuelle de Syncrude, en opération depuis 1978, est d'environ 350.000 barils par jour.

Sinopec avait racheté en avril de l'an dernier une participation de 10% dans le projet Northern Lights de Total, pour un montant confidentiel.

Conoco explique dans un communiqué que cette transaction, soumise à l'autorisation des autorités canadiennes et chinoises, s'inscrit dans le cadre du plan de cessions d'un montant total de 10 milliards de dollars qu'il a annoncé en octobre dernier.

Les analystes ne voient pas les autorités bloquer cette transaction, d'autant que le groupe chinois ne prend qu'une participation minoritaire.

"Il y a déjà eu pas mal de transactions dans ces sables bitumineux qui ont reçu la bénédiction à la fois de l'Alberta et de l'Etat fédéral; fondamentalement, le feu vert est là pour les entreprises étrangères", dit Phil Skolnick, analyste de Genuity Capital Markets.

La Chine investit des milliards de dollars dans l'acquisition d'actifs énergétiques et miniers de par le monde pour alimenter son économie en forte croissance.

Les autres actionnaires de Syncrude sont le canadien Canadian Oil Sands Trust (37% du capital), Imperial Oil, Suncor Energy, Nexen, Murphy Oil et Mocal Energy, filiale du japonais Nippon Oil.

L'action ConocoPhillips a clôturé en hausse de 1,16% à 55,96 dollars à Wall Street lundi.



La Chine créera des stocks stratégiques avant 2015

(src : RIA Novosti)

La Chine constituera une réserve stratégique de 22,4 milliards de m³ de gaz naturel avant 2015 pour réduire sa dépendance des importations de bleu, a annoncé le journal China Daily.

Le projet, qui sera lancé en 2011, prévoit la construction de 10 entrepôts géants dont le plus grand sera situé dans la région autonome de Mongolie intérieure.

"Il est aussi important de créer des stocks de gaz naturel qu'une réserve stratégique de pétrole. La consommation chinoise de gaz augmentera plus vite que la consommation d'autres hydrocarbures", estiment les énergéticiens chinois cités par China Daily.

Selon l'Agence mondiale de l'énergie, les importations constitueront un tiers de gaz consommé en Chine en 2030.

Pékin a achevé la création de la réserve stratégique de pétrole au début de 2009 et compte tripler le volume d'or noir accumulé dans ses réservoirs. A l'heure actuelle, elle dispose de 100 millions de barils de pétrole stockés dans quatre réservoirs dans l'est et le nord-ouest du pays, une quantité nécessaire pour satisfaire les besoins de l'économie chinoise pendant un mois.

South Stream: la participation d'EdF soutenue par Gazprom et Eni

(src : RIA Novosti)

Les dirigeants du holding gazier russe Gazprom et du groupe italien Eni, Alexeï Miller et Paolo Scaroni, ont soutenu lundi l'entrée du français EdF au projet de gazoduc South Stream lors d'une rencontre de travail à Moscou, a annoncé le service de presse de Gazprom.

"Les parties ont appuyé l'adhésion d'EdF au projet South Stream avant de se mettre d'accord d'entamer des négociations avec la société française", lit-on dans un communiqué de Gazprom.

Au début de mars 2010, une source proche des actionnaires de South Stream a déclaré que le PDG d'Eni Paolo Scaroni était hostile à l'entrée d'EdF au projet et que le nombre des participants au projet n'augmenterait pas avant le départ de M.Scaroni à la fin de 2010.

Long d'environ 900 km, le gazoduc South Stream passera par le fond de la mer Noire, dans les eaux territoriales turques, et reliera la ville russe de Novorossiisk à la ville bulgare de Varna, avant de se diviser en deux ramifications qui traverseront les Balkans pour aboutir en Italie et en Autriche. Sa capacité annuelle est estimée à 63 milliards de m³ de gaz par an. Le pipeline, qui sera opérationnel dès 2015, fournira près de 35% de la totalité des livraisons de gaz russe à l'Europe.



La capacité éolienne mondiale atteindra 409 GW en 2014

(src : GWEC)

Pas de ralentissement en perspective dans le secteur de l'éolien mondial ! En effet, le Global Wind Energy Council (GWEC) prévoit que la capacité éolienne installée totale atteindra 409 GW d'ici 2014, en hausse de 158,5 GW par rapport à la fin de l'année 2009.

Selon les prévisions annuelles de l'industrie éolienne présentées par le GWEC, lundi, le marché de l'éolien devrait continuer sa croissance, avec une capacité mondiale en augmentation de 160% au cours des cinq prochaines années.

Le GWEC prévoit que la capacité installée mondiale atteindra 409 GW d'ici 2014. Cela suppose un taux annuel moyen d'environ 21%, une estimation plus faible que les 29% cités par l'ensemble des industriels du secteur durant ces dix dernières années. **Pour la seule année 2014, le marché annuel dépassera les 60 GW, soit une hausse de 38,3 GW par rapport à l'année 2009.**

Le GWEC présentera son rapport annuel de l'éolien 2009 à l'occasion de la Conférence européenne de l'énergie éolienne qui se tiendra à Varsovie, le 21 avril 2010. Sera également abordée une prévision sur cinq ans du développement du marché de l'énergie éolienne au niveau mondial. Dans le passé, ces projections ont été régulièrement dépassées par les performances réelles de l'industrie et ont dû être ajustées à la hausse. Malgré les conséquences de la crise financière, 2009 n'a pas fait exception.

Il s'avère que même face à la récession mondiale, l'énergie éolienne continue d'être une technologie prisée dans de nombreux pays, à travers le monde. L'énergie éolienne est *"propre, fiable et rapide à installer, elle demeure donc une solution intéressante pour sécuriser l'approvisionnement, réduire les émissions de CO₂, et créer des milliers d'emplois"*, a déclaré Steve Sawyer, secrétaire général du GWEC. *"Toutes ces qualités sont d'une importance capitale, d'autant plus en période d'incertitude économique."*

Les deux principaux marchés mondiaux en expansion continueront d'être les États-Unis et la Chine, dont les marchés ont dépassé toutes les attentes ces dernières années.

En **Chine**, la croissance devrait se poursuivre à un rythme impressionnant. Déjà en 2009, la Chine a représenté un tiers du total des nouvelles capacités éoliennes installées (13,8 GW). Avec une capacité totale atteignant 25,9 GW, la Chine a rattrapé l'Allemagne.

La Chine restera l'un des principaux moteurs de la croissance mondiale dans les prochaines années, avec des capacités annuelles supplémentaires estimées à plus de 20 GW, d'ici 2014. Cette croissance reste soutenue par une politique très agressive de la part du gouvernement chinois qui tient à diversifier ses approvisionnements en électricité. Le gouvernement affiche un objectif "officieux" d'aboutir à 150 GW de capacité éolienne d'ici à 2020, et il semble plus que probable que cet objectif soit atteint bien avant !

Jusqu'en 2013, l'**Europe** continuera d'être le continent qui possède la plus grande capacité éolienne au monde. Cependant, le GWEC prévoit que **d'ici la fin de 2014, la capacité installée en Europe sera de 136,5 GW**, à comparer avec les 148,8 GW du continent asiatique. Toujours en 2014, le marché annuel européen atteindra 14,5 GW. Un total de 60 GW seront installés en Europe au cours des cinq prochaines années.

"Malgré l'absence d'un prix global sur le carbone, l'énergie éolienne va continuer à croître en raison de la politique énergétique nationale sur les principaux marchés et aussi parce que de nombreux gouvernements ont donné la priorité au développement des énergies renouvelables dans leurs plans de relance économique", a déclaré Arthouros Zervos, président du GWEC.

EFFICACITE ENERGETIQUE

Total devient membre du GIE "Enjeu Energie Positive"

(src : Total)

Créé en octobre 2008, le GIE « Enjeu Energie Positive » regroupe les entreprises, chacune experte dans son secteur, concernées par les problématiques du bâtiment de demain.

Il a pour objectif de diminuer la consommation énergétique des futurs immeubles de bureaux dans leur phase d'exploitation, de contribuer à l'augmentation de leurs capacités de production d'énergies renouvelables et d'optimiser le bilan carbone du cycle de vie d'un immeuble.

C'est la compagnie Total qui pilotera le groupe de travail dédié à l'intégration de l'énergie solaire photovoltaïque aux immeubles de bureaux. Le photovoltaïque est en effet une des solutions techniques permettant la réalisation de bâtiments à énergie positive, c'est-à-dire de bâtiments produisant plus d'énergie qu'ils n'en consomment.

« En adhérant au GIE Enjeu Energie Positive, nous souhaitons apporter notre savoir-faire dans le domaine du photovoltaïque et partager notre expertise avec les autres entreprises du groupement et les spécialistes concernés. Notre objectif est de contribuer activement aux projets permettant de mieux gérer la demande croissante en énergie tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. » a déclaré Philippe Boisseau, directeur général Gaz et Energies Nouvelles de Total.

Total est déjà présent dans le secteur de l'énergie solaire depuis 1983 à travers ses participations au capital de deux sociétés : Photovoltech et Teneosol. La première, dont le Groupe détient 50% aux côtés de GDF Suez, produit des cellules photovoltaïques à partir d'une technologie de silicium cristallin ; la seconde, dont Total détient 50% aux côtés d'EDF, est spécialisée dans la conception, la fabrication, la commercialisation et l'exploitation de systèmes photovoltaïques.

Total est aussi devenu, en décembre 2008, le premier actionnaire de la start-up américaine Konarka, qui développe des produits à partir de technologies solaires organiques. Total détient à ce jour près de 25% du capital de Konarka.

ENERGIES ALTERNATIVES

La stratégie du CEA en matière d'énergies alternatives

(src : CEA)

La France tire aujourd'hui près de 50% de ses besoins énergétiques des ressources fossiles alors qu'en moyenne, à l'échelle du monde, les pays tirent en moyenne plus de 80% de leur énergie de ce type de combustible (1).

Cette situation particulière tient au soutien historique apporté à l'énergie électronucléaire, une majeure partie de l'électricité (78%) étant fournie par le parc de centrales nucléaires.

La dépendance aux combustibles fossiles n'en demeure pas moins importante pour certains secteurs, comme le transport. Le recours aux énergies fossiles, en France et ailleurs, devrait selon toute vraisemblance faire l'objet de contraintes de plus en plus marquées dans les années à venir, contraintes d'ordre géopolitique et contraintes techniques :

- Demande mondiale en hydrocarbures en forte augmentation d'ici à 2030 (selon les projections de l'Agence internationale de l'énergie - AIE) ;
- Incertitude croissante sur les prix des hydrocarbures, due à un contexte géopolitique parfois sensible ;
- Exigences de passage à des énergies « propres », sous l'impulsion des politiques nationales et internationales (UE) de lutte contre le réchauffement climatique ;
- Scénarii d'épuisement de certaines ressources fossiles à plus ou moins long terme, avec contraintes sur les techniques d'extraction des ressources et les prix afférant.

En 2009, le gouvernement a donné une forte impulsion au développement des énergies alternatives, en substitution, lorsque cela est envisageable, aux énergies fossiles. Les politiques mises en œuvre visent à renforcer l'indépendance énergétique et à accroître la part des énergies « propres » dans le bilan énergétique.

Pour répondre à cette demande de l'Etat, le CEA développe depuis une dizaine d'années un programme de recherche en faveur des Nouvelles technologies de l'énergie. Les objectifs du programme Nouvelles Technologies de l'Energie (NTE) se situent à trois niveaux différents :

1- en s'appuyant sur le bilan énergétique de la France, il vise à proposer des solutions complémentaires, de production électrique à partir d'énergies renouvelables, de stockage et de gestion des réseaux, articulées autour de la production électronucléaire ;

2- il cible les usages qui font l'objet des contraintes les plus fortes : bâtiment et transports ;

3- il vise des solutions technologiques viables à échelle industrielle.

Le CEA positionne sa recherche sur la production, la gestion et les utilisations d'une énergie électrique décarbonée. Dans le domaine des énergies renouvelables, le CEA travaille sur les composantes majeures suivantes :

- La production d'électricité à partir d'énergie solaire : photovoltaïque et thermique à concentration

- La gestion de l'électricité et de son intermittence par du stockage et des systèmes électriques intelligents permettant une meilleure adaptation de l'offre et de la demande électrique. Deux modes de stockage de l'électricité sont étudiés :

- o Le stockage électrochimique,

- o Le stockage chimique sous forme notamment d'hydrogène, et son utilisation dans la synthèse de biocarburants à partir de biomasse.

- L'utilisation de l'électricité dans deux applications traditionnellement fortement émettrices de gaz à effet de serre :

- o Le bâtiment, en faisant porter les efforts sur la conception, l'intégration de l'énergie solaire, thermique et photovoltaïque, et sur une gestion optimisée de l'énergie

- o Les transports avec le développement de batteries et de piles à combustible pour les véhicules électriques et hybrides.

Le budget du CEA dans le domaine des **Energies alternatives** connaît une croissance annuelle de 30 à 40% depuis plusieurs années, pour atteindre en 2010 un montant de **156 millions d'euros** (dépenses en coût complet). Cette croissance est focalisée sur quelques thématiques parmi lesquelles :

- l'énergie solaire dont le budget a été multiplié par 4 en trois ans dans le cadre du développement de l'Institut de l'Énergie Solaire (INES) à Chambéry, et qui représente, en 2010, 40% de l'activité Energies alternatives,

- plus récemment le véhicule électrique avec le développement de batteries dans le cadre du partenariat avec Renault-Nissan.

Cette croissance est liée en particulier à une augmentation très importante des recettes externes qui ont été multipliées par 3 au cours de ces 3 dernières années et qui représentent plus de 60% du budget Energies alternatives.

S'agissant des effectifs, le programme NTE représente plus de 700 chercheurs, techniciens et ingénieurs, avec un effectif qui croît de 50 à 100 salariés par an. Une grande partie des effectifs est regroupée au sein de l'institut Liten (Laboratoire d'innovation pour les technologies des énergies nouvelles et les nanomatériaux), au CEA de Grenoble. Néanmoins, les recherches utilisent toutes les compétences des différents pôles du CEA ; l'objectif du programme NTE est précisément de coordonner ces compétences.

(1) : 81% de l'énergie primaire dans le monde en 2006 constitué par pétrole + gaz + charbon (Mémento CEA sur l'énergie 2009).

NUCLEAIRE

Nucléaire : 3 accords majeurs signés avec l'Italie

(src : Areva)

Dans le cadre du sommet intergouvernemental franco-italien, la France a signé lundi trois accords de coopération avec ses partenaires industriels et universitaires dans le domaine de l'énergie nucléaire.

Le premier accord, signé avec le Président d'Ansaldo Energia, Giuseppe Zampini, permettra à Areva et Ansaldo de travailler ensemble en Italie, dans le cadre du **projet de construction d'au moins 4 EPR™** mené par ENEL et EDF, mais également dans le reste du monde. Ce partenariat Areva-Ansaldo se traduira notamment par une coopération dans l'ingénierie, la fourniture de certains équipements et les activités de montage et d'essais de mise en service.

Le deuxième accord, signé avec le Président de Techint, Enrico Bonatti, prévoit la coopération des deux entreprises dans de **futurs projets nucléaires clé en main** dans le monde, s'appuyant ainsi sur l'expérience et le savoir-faire de Techint dans l'ingénierie et la construction de grandes installations industrielles.

Enfin, un accord **dans la formation** a été signé avec Giuseppe Forasassi, Président du consortium interuniversitaire pour la recherche et la technologie nucléaire (CIRTEN) qui regroupe les universités de Rome La Sapienza, Pise, Padoue, Palerme, Polytechnique Milan et Polytechnique Turin. Il prévoit la contribution d'Areva pour le développement de nouvelles compétences industrielles nucléaires en Italie, à travers la mise à disposition de supports d'information et de conférenciers, de visites de sites et stages proposés aux étudiants, le développement de projets de recherche et la formation professionnelle.

« Ces accords, très complémentaires, témoignent de la volonté d'Areva de travailler en collaboration étroite avec l'industrie italienne pour la relance du nucléaire. Avec nos partenaires et fournisseurs, nous sommes prêts à mettre notre expérience et nos compétences à disposition de nos clients pour leurs projets nucléaires en Italie. » a déclaré Anne Lauvergeon, Présidente du Directoire du groupe Areva.

****** Ces accords ont été signés en présence de Jean-Louis Borloo, Ministre d'Etat, Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer, Claudio Scajola, Ministre italien du Développement économique, et Stefania Prestigiacomo, Ministre italien de l'Environnement et de la Protection du territoire et de la mer.